



**PRÉFET  
DU RHÔNE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

RECUEIL DES ACTES  
ADMINISTRATIFS SPÉCIAL  
N°69-2021-072

PUBLIÉ LE 10 MAI 2021

# Sommaire

## **69\_Préf\_Préfecture du Rhône / Préfet délégué pour la défense et la sécurité**

69-2021-05-07-00009 - Arrêté n° 2021-10-0156 portant désignation d un centre de vaccination contre la covid-19 à RILLIEUX-LA-PAPE (salle des fêtes, Place Verdun) (2 pages) Page 3

69-2021-05-07-00008 - Arrêté n° 2021-10-0161 portant désignation d un grand centre de vaccination contre la covid-19 à Bron (Ecoles militaires de santé de Lyon-Bron, EMSLB) (2 pages) Page 6

## **69\_Secrétariat\_Général\_Commun\_Départemental / Direction**

69-2021-05-10-00001 - Arrêté préfectoral dans le cadre des mesures transitoires liées à la création de la DDETS du Rhône (2 pages) Page 9

## **84\_ARS\_Agence Régionale de Santé Auvergne-Rhône-Alpes / Direction de l'offre de soins pilotage**

69-2021-01-12-00014 - Arrêté n° 2021-10-0006 Portant composition de la commission d activité libérale du centre hospitalier Hôpital Nord-Ouest de Villefranche sur Saône. (2 pages) Page 12

69-2021-05-07-00005 - Arrêté n° 2021-10-0162 portant agrément pour effectuer des transports sanitaires terrestres en faveur de la société FIDELLE AMBULANCES à SAINT DIDIER AU MONT D'OR (2 pages) Page 15

## **84\_DRFIP\_Direction régionale des finances publiques**

### **d'Auvergne-Rhône-Alpes / Cabinet du directeur**

69-2021-05-07-00007 - DRFIP69\_Cabinetdirecteur\_2021\_05\_07\_065 (1 page) Page 18

69-2021-05-07-00006 - DRFIP69\_cabinetdirecteur\_fermeture SPF\_2021\_05\_07\_064 (1 page) Page 20

69-2021-05-07-00004 - DRFIP69\_cabinetdirecteur\_fermetureSDE\_2021\_05\_07\_063 (1 page) Page 22

69\_Préf\_Préfecture du Rhône

69-2021-05-07-00009

Arrêté n° 2021-10-0156 portant désignation d un  
centre de vaccination contre la covid-19  
à RILLIEUX-LA-PAPE (salle des fêtes, Place Verdun)

**Arrêté n° 2021-10-0156 portant désignation d'un centre de vaccination contre la covid-19  
à RILLIEUX-LA-PAPE (salle des fêtes, Place Verdun)**

**Le Préfet de la zone de défense et de sécurité Sud-Est  
Préfet de la région Auvergne-Rhône-Alpes  
Préfet du Rhône  
Officier de la Légion d'honneur  
Commandeur de l'ordre national du Mérite**

- VU** le code de la santé publique notamment les articles L. 3131-13, L. 3131-15 et L. 3131-17 ;
- VU** le code général des collectivités territoriales notamment l'article L.2215-1 ;
- VU** le code de sécurité intérieure notamment les articles L.741-1 à L741-5 et R741-1 à R.741-6 ;
- VU** le code de la défense notamment les articles R1311-1 à R1311-28 ;
- VU** la loi n° 2020-1379 du 14 novembre 2020 autorisant la prorogation de l'état d'urgence sanitaire et portant diverses mesures de gestion de la crise sanitaire ;
- VU** le décret du 24 octobre 2018 portant nomination de M Pascal MAILHOS en qualité de préfet de la région Auvergne-Rhône-Alpes, préfet de la zone de défense et de sécurité Sud-Est, préfet du Rhône ;
- VU** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements ;
- VU** le décret n° 2020-1262 du 16 octobre 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire ;
- VU** le décret n° 2020-1310 du 29 octobre 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire ;
- VU** le décret n°2021-10 du 7 janvier 2021 modifiant les décrets n° 2020-1262 du 16 octobre 2020 et n°2020-1310 du 29 octobre 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de Covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire ;
- VU** l'arrêté du 10 juillet 2020 modifié prescrivant les mesures d'organisation et de fonctionnement du système de santé nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire ;
- CONSIDERANT** que l'Organisation mondiale de la santé (OMS) a déclaré, le 30 janvier 2020, que l'émergence d'un nouveau coronavirus (COVID-19) constitue une urgence de santé publique de portée internationale ; que le 28 février 2020, elle a annoncé avoir porté le niveau de menace liée au nouveau coronavirus à « très élevé », son degré le plus haut ; que les 11 et 12 mars 2020 elle qualifiait le COVID-19 de pandémie ;
- CONSIDERANT** le caractère pathogène et contagieux du virus COVID-19 et sa propagation rapide qu'il est nécessaire d'éviter ;
- CONSIDERANT** qu'en égard à sa propagation sur le territoire national, telle qu'elle ressort des données scientifiques disponibles qui sont rendues publiques, l'épidémie de COVID-19 constitue une catastrophe sanitaire mettant en péril, par sa nature et sa gravité, la santé de la population ;
- CONSIDERANT** que la vaccination est un axe essentiel de la lutte contre l'épidémie de COVID-19 ; que l'organisation de la campagne de vaccination doit prendre en compte les calendriers de livraison des vaccins, l'enjeu sanitaire d'une protection rapide des populations les plus exposées ou les plus à

risque et la nécessité d'adapter l'offre de vaccination en fonction des publics ; qu'à cette fin, il importe que des structures puissent être désignées comme centres de vaccination contre la COVID-19 sur l'ensemble du territoire ;

**CONSIDERANT** l'article 28 du décret n° 2020-1310 du 29 octobre 2020 qui dispose que « les établissements relevant des types d'établissements définis par le règlement pris en application de l'article R. 123-12 du code de la construction et de l'habitation peuvent accueillir du public, dans des conditions de nature à permettre le respect des dispositions de l'article 1er, pour l'organisation des dépistages sanitaires, collectes de produits sanguins et actions de vaccination » ;

**CONSIDERANT** l'article 53-1 décret n° 2020-1310 du 29 octobre 2020 qui organise la campagne de vaccination contre la Covid-19 ;

**CONSIDERANT** qu'aux termes du VI de l'article 53-1 décret n° 2020-1310 du 29 octobre 2020 précité « tout professionnel de santé, exerçant ses fonctions à titre libéral ou non, ou tout étudiant en santé, peut participer à la campagne vaccinale dans la limite de ses compétences en matière de vaccination telles qu'elles résultent des dispositions des quatrième et sixième parties du code de la santé publique» ;

**CONSIDERANT** les articles 53-1 du décret n° 2020-1310 du 29 octobre 2020 et 55-1 du décret 2020-1262 du 16 octobre 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire qui disposent que la vaccination peut être assurée dans des centres désignés à cet effet par le représentant de l'Etat dans le département, après avis du directeur général de l'agence régionale de santé ;

**CONSIDERANT** la circulaire n° 6241-SG du 12 janvier 2021 du Premier ministre relative à l'accélération de la campagne de vaccination et mise en place de centres de vaccination ;

**CONSIDERANT** la désignation de l'établissement de santé Hospices Civils de Lyon, établissement pivot approvisionné en vaccins autorisés, pour l'approvisionnement des centres de vaccination ;

**CONSIDERANT** que le dossier de candidature déposé par la commune de Rillieux-la-Pape apporte les garanties suffisantes pour constituer un centre de vaccination contre le virus de la covid-19 dans les conditions fixées par la circulaire précitée ;

**Après** avis de Monsieur le directeur général de l'agence régionale de santé Auvergne-Rhône-Alpes en date du 30 avril 2021 ;

## ARRETE

**Article 1** - La vaccination contre le virus de la covid-19 assurée depuis le 25 janvier 2021 à l'ancienne mairie annexe Verdun, mis en place par la commune de Rillieux-la-Pape, est transférée à compter du 27 avril 2021 et pendant la durée de la campagne de vaccination 2021 à la salle des fêtes Place Verdun, 69140 Rillieux-la-Pape.

**Article 2**- L'arrêté préfectoral n°2021-10-0015 du 22 janvier 2021 est abrogé.

**Article 3** - Un recours contre le présent arrêté peut être formé devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de sa notification. En application du décret n°2018-251 du 6 avril 2018, les particuliers et les personnes morales de droit privé non représentés par un avocat peuvent communiquer avec un Tribunal administratif par la voie de l'application informatique « Télérecours citoyens » sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

**Article 4** - La secrétaire générale de la préfecture du Rhône, préfète déléguée pour l'égalité des chances et le directeur général de l'agence régionale de santé Auvergne-Rhône-Alpes, sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Lyon, le 7 mai 2021

Le Préfet délégué  
pour la défense et la sécurité,

Thierry SUQUET

69\_Préf\_Préfecture du Rhône

69-2021-05-07-00008

Arrêté n° 2021-10-0161 portant désignation d un  
grand centre de vaccination contre la covid-19  
à Bron (Ecoles militaires de santé de Lyon-Bron,  
EMSLB)

**Arrêté n° 2021-10-0161 portant désignation d'un grand centre de vaccination contre la covid-19 à Bron (Ecoles militaires de santé de Lyon-Bron, EMSLB)**

**Le Préfet de la zone de défense et de sécurité Sud-Est  
Préfet de la région Auvergne-Rhône-Alpes  
Préfet du Rhône  
Officier de la Légion d'honneur  
Commandeur de l'ordre national du Mérite**

**VU** le code de la santé publique notamment les articles L. 3131-13, L. 3131-15 et L. 3131-17 ;

**VU** le code général des collectivités territoriales notamment l'article L.2215-1 ;

**VU** le code de sécurité intérieure notamment les articles L.741-1 à L741-5 et R741-1à R.741-6 ;

**VU** le code de la défense notamment les articles R1311-1 à R1311-28 ;

**VU** la loi n° 2020-1379 du 14 novembre 2020 autorisant la prorogation de l'état d'urgence sanitaire et portant diverses mesures de gestion de la crise sanitaire ;

**VU** le décret du 24 octobre 2018 portant nomination de M Pascal MAILHOS en qualité de préfet de la région Auvergne-Rhône-Alpes, préfet de la zone de défense et de sécurité Sud-Est, préfet du Rhône ;

**VU** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements ;

**VU** le décret n° 2020-1262 du 16 octobre 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire ;

**VU** le décret n° 2020-1310 du 29 octobre 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire ;

**VU** le décret n°2021-10 du 7 janvier 2021 modifiant les décrets n° 2020-1262 du 16 octobre 2020 et n°2020-1310 du 29 octobre 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de Covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire ;

**VU** l'arrêté du 10 juillet 2020 modifié prescrivant les mesures d'organisation et de fonctionnement du système de santé nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire ;

**CONSIDERANT** que l'Organisation mondiale de la santé (OMS) a déclaré, le 30 janvier 2020, que l'émergence d'un nouveau coronavirus (COVID-19) constitue une urgence de santé publique de portée internationale ; que le 28 février 2020, elle a annoncé avoir porté le niveau de menace liée au nouveau coronavirus à « très élevé », son degré le plus haut ; que les 11 et 12 mars 2020 elle qualifiait le COVID-19 de pandémie ;

**CONSIDERANT** le caractère pathogène et contagieux du virus COVID-19 et sa propagation rapide qu'il est nécessaire d'éviter ;

**CONSIDERANT** qu'eu égard à sa propagation sur le territoire national, telle qu'elle ressort des données scientifiques disponibles qui sont rendues publiques, l'épidémie de COVID-19 constitue une catastrophe sanitaire mettant en péril, par sa nature et sa gravité, la santé de la population ;

**CONSIDERANT** que la vaccination est un axe essentiel de la lutte contre l'épidémie de COVID-19 ; que l'organisation de la campagne de vaccination doit prendre en compte les calendriers de livraison

des vaccins, l'enjeu sanitaire d'une protection rapide des populations les plus exposées ou les plus à risque et la nécessité d'adapter l'offre de vaccination en fonction des publics ; qu'à cette fin, il importe que des structures puissent être désignées comme centres de vaccination contre la COVID-19 sur l'ensemble du territoire ;

**CONSIDERANT** l'article 28 du décret n° 2020-1310 du 29 octobre 2020 qui dispose que « les établissements relevant des types d'établissements définis par le règlement pris en application de l'article R. 123-12 du code de la construction et de l'habitation peuvent accueillir du public, dans des conditions de nature à permettre le respect des dispositions de l'article 1er, pour l'organisation des dépistages sanitaires, collectes de produits sanguins et actions de vaccination » ;

**CONSIDERANT** l'article 53-1 décret n° 2020-1310 du 29 octobre 2020 qui organise la campagne de vaccination contre la Covid-19 ;

**CONSIDERANT** qu'aux termes du VI de l'article 53-1 décret n° 2020-1310 du 29 octobre 2020 précité « tout professionnel de santé, exerçant ses fonctions à titre libéral ou non, ou tout étudiant en santé, peut participer à la campagne vaccinale dans la limite de ses compétences en matière de vaccination telles qu'elles résultent des dispositions des quatrième et sixième parties du code de la santé publique » ;

**CONSIDERANT** les articles 53-1 du décret n° 2020-1310 du 29 octobre 2020 et 55-1 du décret 2020-1262 du 16 octobre 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire qui disposent que la vaccination peut être assurée dans des centres désignés à cet effet par le représentant de l'Etat dans le département, après avis du directeur général de l'agence régionale de santé ;

**CONSIDERANT** la circulaire n° 6241-SG du 12 janvier 2021 du Premier ministre relative à l'accélération de la campagne de vaccination et mise en place de centres de vaccination ;

**CONSIDERANT** la désignation de l'établissement de santé Hospices Civils de Lyon, établissement pivot approvisionné en vaccins autorisés, pour l'approvisionnement des centres de vaccination ;

**CONSIDERANT** que le dossier de candidature déposé par les Ecoles militaires de santé de Lyon-Bron (EMSLB) apporte les garanties suffisantes pour constituer un centre de vaccination contre le virus de la covid-19 dans les conditions fixées par la circulaire précitée ;

**Après** avis de Monsieur le directeur général de l'agence régionale de santé Auvergne-Rhône-Alpes en date du 7 mai 2021 ;

## **ARRETE**

**Article 1** - La vaccination contre le virus de la covid-19 est assurée à compter du 15 mai 2021 et pendant la durée de la campagne de vaccination 2021 au sein du centre de vaccination mis en place aux Ecoles militaires de santé de Lyon-Bron (EMSLB), 331 avenue du Général de Gaulle, bâtiment 4, salle des pas perdus 69500 Bron.

**Article 2** - Un recours contre le présent arrêté peut être formé devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de sa notification. En application du décret n°2018-251 du 6 avril 2018, les particuliers et les personnes morales de droit privé non représentés par un avocat peuvent communiquer avec un Tribunal administratif par la voie de l'application informatique « Télérecours citoyens » sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

**Article 3** - La secrétaire générale de la préfecture du Rhône, préfète déléguée pour l'égalité des chances et le directeur général de l'agence régionale de santé Auvergne-Rhône-Alpes, sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Lyon, le 7 mai 2021

Le Préfet délégué  
pour la défense et la sécurité,

Thierry SUQUET



69\_Secrétariat\_Général\_Commune\_Département  
al

69-2021-05-10-00001

Arrêté préfectoral dans le cadre des mesures  
transitoires liées à la création de la DDETS du  
Rhône



# PRÉFET DU RHÔNE

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

Direction départementale de l'emploi, du travail  
et des solidarités

Lyon, le 10 MAI 2021

## ARRETE PRÉFECTORAL N° 072 - 10-05-21

**relatif aux modalités de réunion conjointe des comités d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail (CHSCT) de la direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi (DIRECCTE) et de la direction régionale et départementale de la cohésion sociale (DRDCS) d'Auvergne-Rhône-Alpes, dans le cadre des mesures transitoires liées à la création de la direction départementale de l'emploi, du travail et des solidarités (DDETS)**

**LE PRÉFET DE LA RÉGION AUVERGNE-RHÔNE-ALPES,  
LE PRÉFET DE LA ZONE DE DÉFENSE ET DE SÉCURITÉ SUD-EST,  
PRÉFET DU RHÔNE**

*Officier de la Légion d'honneur  
Commandeur de l'ordre national du Mérite*

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires, ensemble la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat ;

Vu la loi n° 92-125 du 6 février 1992 modifiée relative à l'administration territoriale de la République ;

Vu le décret n° 82-453 du 28 mai 1982 relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail ainsi qu'à la prévention médicale dans la fonction publique ; ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

Vu le décret n° 2009-1377 du 10 novembre 2009 relatif à l'organisation et aux missions des directions régionales des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi ;

Vu le décret n° 2015-1867 du 30 décembre 2015 relatif à l'organisation et aux compétences des services déconcentrés régionaux de la jeunesse, des sports et de la cohésion sociale ;

Vu le décret n° 2020-1545 du 9 décembre 2020 relatif à l'organisation et aux missions des directions régionales de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités, des directions départementales de l'emploi, du travail et des solidarités et des directions départementales de l'emploi, du travail, des solidarités et de la protection des populations, notamment l'article 27 ;

Sur proposition de la directrice départementale de l'emploi, du travail et des solidarités,

*Adresse postale : Préfecture du Rhône - 69419 Lyon cedex 03*

*Pour connaître nos horaires d'ouverture et les modalités d'accueil : internet : [www.rhone.gouv.fr](http://www.rhone.gouv.fr) ou tél. : 04 72 61 61 61 (coût d'un appel local)*

## ARRÊTE

**Article 1 :** Les comités d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail (CHSCT) placés avant le 1<sup>er</sup> avril 2021 auprès de la direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi (DIRECCTE) et de la direction régionale et départementale de la cohésion sociale (DRDCS) d'Auvergne-Rhône-Alpes, sont réunis conjointement, autant de fois que de besoin, jusqu'au 31 octobre 2021. Ils connaîtront des questions intéressant la direction départementale de l'emploi, du travail et de la cohésion sociale (DDETS) dans l'attente des résultats des élections professionnelles et de la mise en place du CHSCT de cette direction.

**Article 2 :** Les réunions conjointes mentionnées à l'article 1<sup>er</sup> organisées dans le cadre de la DDETS sont présidées par la directrice départementale de l'emploi, du travail et de la cohésion sociale. En cas d'absence de la directrice départementale, les réunions conjointes sont présidées par l'un des deux directeurs adjoints.

**Article 3 :** Un recours contre le présent arrêté peut être formé devant le tribunal administratif de Lyon dans le délai de 2 mois à compter de sa publication. La juridiction administrative peut aussi être saisie par l'application « Télérecours citoyens » accessible à partir du site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

**Article 4 :** La directrice départementale de l'emploi, du travail et des solidarités est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture du Rhône.

Le Préfet



Pascal MAILHOS

84\_ARS\_Agence Régionale de Santé  
Auvergne-Rhône-Alpes

69-2021-01-12-00014

Arrêté n° 2021-10-0006

Portant composition de la commission d'activité  
libérale du centre hospitalier Hôpital Nord-Ouest  
de Villefranche  
sur Saône.

Arrêté n° 2021-10-0006

**Portant composition de la commission d'activité libérale du centre hospitalier Hôpital Nord-Ouest de Villefranche sur Saône.**

**Le Directeur général de l'Agence Régionale de Santé Auvergne-Rhône-Alpes**

Chevalier de la Légion d'Honneur,  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

Vu le code de la santé publique et notamment les articles L 6154-5 et R 6154-11 à R 6154-14 relatifs aux commissions de l'activité libérale ;

Vu l'arrêté n°2017-6980 du 20 novembre 2017 du directeur de l'agence régionale de santé Rhône Alpes relatif à la constitution de la commission de l'activité libérale du Centre Hospitalier de Villefranche;

Vu l'extrait du procès-verbal de la commission médicale d'établissement en date du 18 octobre 2017 ;

Vu la délibération du conseil de surveillance en date du 28 décembre 2020 ;

**ARRETE**

Article 1er - la commission de l'activité libérale du Centre Hospitalier de Villefranche sur Saône est constituée ainsi qu'il suit :

Un membre du conseil départemental de l'ordre des médecins :

- Monsieur le docteur Jean Pierre MICOLLE

Deux représentants désignés par le conseil de surveillance parmi ses membres non médecins :

- Monsieur Roger WAGNER
- Madame Sylvie PRIVAT

Un représentant de la caisse primaire d'assurance maladie :

- Madame Catherine COMBES

Deux praticiens exerçant une activité libérale désignés par la commission médicale d'établissement :

- Monsieur le docteur Khalil SAYEGH
- Monsieur le docteur Serkan CAKMAK

Un praticien à temps plein n'exerçant pas d'activité libérale désigné par la commission médicale d'établissement :

- Monsieur le docteur Hervé BONTEMPS

Un représentant des usagers :

- Monsieur VIVES Daniel

Article 2 : les membres de cette commission ont un mandat d'une durée de 3 ans à compter de la signature du présent arrêté.

Article 3 : cette décision peut faire l'objet dans un délai de deux mois à compter de la notification du présent arrêté d'un recours :

- gracieux, auprès du Directeur général de l'Agence Régionale de Santé Rhône-Alpes,
  
- hiérarchique, auprès du ministre chargé de la santé ;
  
- contentieux, auprès du tribunal administratif compétent.

Article 4 : Le directeur de la direction départementale du Rhône et de la métropole de Lyon de l'Agence Régionale de Santé de Auvergne Rhône Alpes, et la directrice du Centre Hospitalier de Villefranche Sur Saône sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture du département du Rhône

Fait à Lyon, le 12 janvier 2021

Le directeur départemental du Rhône et  
de la métropole de Lyon

Philippe GUETAT

84\_ARS\_Agence Régionale de Santé  
Auvergne-Rhône-Alpes

69-2021-05-07-00005

Arrêté n° 2021-10-0162 portant agrément pour  
effectuer des transports sanitaires terrestres en  
faveur de la société FIDELE AMBULANCES à  
SAINT DIDIER AU MONT D'OR

**Arrêté n° 2021-10-0162**

Portant agrément pour effectuer des transports sanitaires terrestres

**Le Directeur général de l'Agence régionale de santé Auvergne-Rhône-Alpes**

Chevalier de la Légion d'honneur,  
Chevalier de l'Ordre national du mérite

**VU** le Code de la Santé Publique et notamment les articles L 6312-1 à L 6313-1 et R 6312-1 à R 6314-6 ;

**VU** l'arrêté ministériel du 12 décembre 2017 modifié fixant les conditions exigées pour les véhicules et les installations matérielles affectés aux transports sanitaires terrestres ;

**VU** l'arrêté n° 2021-10-0025 portant agrément pour effectuer des transports sanitaires terrestres délivré le 22 mars 2021 à la société FIDELE AMBULANCES,

**Considérant** le procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire en date du 12 février 2021 actant d'une part la révocation de la cogérance de Monsieur Jonas GBALE et d'autre part la nomination de Madame Jihène LIMA et de Monsieur Jérémy LIMA, en qualité de cogérants,

**-ARRÊTE-**

**ARTICLE 1** : un agrément pour effectuer des transports sanitaires terrestres sur prescription médicale et dans le cadre de l'aide médicale urgente, est délivré à :

**SARL FIDELE AMBULANCES**  
**Madame Achgène KARMAOUI (épouse GBALE), Madame Jihène LIMA & Monsieur Jérémy LIMA**  
**11 bis chemin des Rivières 69370 SAINT DIDIER AU MONT D'OR**

**N° d'agrément : 69-396**

**ARTICLE 2** : l'agrément est délivré pour l'implantation à l'adresse ci-dessus mentionnée.

**ARTICLE 3** : le présent arrêté annule et remplace l'arrêté n° 2021-10-0025 portant agrément pour effectuer des transports sanitaires terrestres délivré le 22 mars 2021 à la société FIDELE AMBULANCES.

**ARTICLE 4** : les véhicules de transports sanitaires associés à cette implantation font l'objet d'une décision d'autorisation de mise en service conformément aux dispositions de l'article L.6312-4 du code de santé publique.

**ARTICLE 5** : la personne titulaire de l'agrément devra porter sans délai à la connaissance de l'agence régionale de santé,

- toutes modifications au regard des normes prévues, toute mise hors service, cession ou modification des véhicules indiqués,
- toute embauche de nouveau personnel,
- toute cessation de fonctions d'un ou plusieurs membres de leur personnel,
- toute obtention par le personnel de diplôme relatif à la profession,



L'inobservation de tout ou partie de ces dispositions est susceptible d'entraîner une suspension ou un retrait d'agrément.

**ARTICLE 6** : le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif compétent, dans un délai de deux mois à compter de sa notification pour le titulaire et de sa publication au recueil des actes administratifs pour les tiers.

**ARTICLE 7** : Monsieur le Directeur de la délégation départementale du Rhône et de la Métropole de Lyon est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs.

LYON, le 07 mai 2021  
La responsable du service Premier  
Recours et Professionnels de Santé  
Izia DUMORD

84\_DRFIP\_Direction régionale des finances  
publiques d'Auvergne-Rhône-Alpes

69-2021-05-07-00007

DRFIP69\_Cabinetdirecteur\_2021\_05\_07\_065

Direction régionale des finances publiques  
Auvergne-Rhône-Alpes et département du Rhône

Service Départemental de l'Enregistrement du Rhône

**Arrêté relatif au régime de fermeture exceptionnelle des services  
de la Direction Régionale des Finances Publiques Auvergne-Rhône-Alpes et département du Rhône,  
DRFIP69\_Cabinetdirecteur\_2021\_05\_07\_065**

**Le Directeur Régional des Finances Publiques Auvergne-Rhône-Alpes et Département du Rhône**

Vu le décret n°71-69 du 26 janvier 1971 relatif au régime d'ouverture au public des services extérieurs de l'Etat ;

Vu les articles 26 et 43 du décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat, dans les régions et les départements ;

Vu le décret n°2008-310 du 3 avril 2008 relatif à la direction générale des finances publiques ;

Vu le décret n°2009-208 du 20 février 2009 relatif au statut particulier des administrateurs des finances publiques ;

Vu le décret n°2009-707 du 16 juin 2009 modifié relatif aux services déconcentrés de la direction générale des finances publiques ;

Vu l'arrêté préfectoral du 10 juillet 2019 portant délégation de signature en matière d'ouverture ou de fermeture exceptionnelle des services déconcentrés de la Direction Régionale des Finances Publiques Auvergne-Rhône-Alpes et Département du Rhône ;

**ARRÊTE :**

**Article 1<sup>er</sup> :**

Les services de la Direction Régionale des Finances Publiques Auvergne-Rhône-Alpes et département du Rhône seront fermés, à titre exceptionnel, le vendredi 14 mai 2021.

**Article 2 :**

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture et affiché dans les locaux du service visé à l'article 1er.

Fait à Lyon, le 07/05/2021

Par délégation du Préfet,  
Le Directeur Régional des Finances Publiques  
Auvergne-Rhône-Alpes et Département du Rhône.

Laurent de JEKHOWSKY

84\_DRFIP\_Direction régionale des finances  
publiques d'Auvergne-Rhône-Alpes

69-2021-05-07-00006

DRFIP69\_cabinetdirecteur\_fermeture  
SPF\_2021\_05\_07\_064

Direction régionale des finances publiques  
Auvergne-Rhône-Alpes et département du Rhône

Services de la Publicité Foncière du département du Rhône

**Arrêté relatif à la fermeture exceptionnelle au public des services de la publicité foncière (SPF) du département du Rhône sis :**

**- à la cité administrative de la Part-Dieu, 165 rue Garibaldi 69401 Lyon Cedex 03 pour les SPF de Lyon 1, Lyon 3, Lyon 4, Lyon 5 ;**

**- au Centre des finances publiques de Villefranche-sur-Saône, 69 route de Riottier 69665 Villefranche-sur-Saône pour le SPF de Villefranche-sur-Saône.**

DRFIP69\_cabinet directeur\_fermetureSPF\_2021\_05\_07\_064

**Le Directeur régional des Finances publiques d’Auvergne-Rhône-Alpes et du département du Rhône**

Vu le décret n° 71-69 du 26 janvier 1971 relatif au régime d’ouverture au public des services extérieurs de l’État ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l’organisation et à l’action des services de l’État, dans les régions et les départements ;

Vu le décret n° 2008-310 du 3 avril 2008 modifié relatif à la direction générale des finances publiques ;

Vu le décret n° 2009-208 du 20 février 2009 modifié relatif au statut particulier des administrateurs des finances publiques ;

Vu le décret n° 2009-707 du 16 juin 2009 modifié relatif aux services déconcentrés de la direction générale des finances publiques ;

Vu l’arrêté préfectoral du 10 juillet 2019 portant délégation de signature en matière d’ouverture et de fermeture des services déconcentrés de la direction régionale des finances publiques d’ Auvergne-Rhône-Alpes et du département du Rhône ;

**ARRÊTE :**

**Article 1<sup>er</sup>**

Les services de la publicité foncière du département seront fermés exceptionnellement au public le vendredi 14 mai 2021.

**Article 2**

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture et affiché dans les locaux du service visé à l’article 1<sup>er</sup>.

Fait à Lyon, le 07/05/ 2021

Par délégation du préfet,  
Le Directeur régional des Finances publiques  
Auvergne-Rhône-Alpes et du département du Rhône

***Laurent de JEKHOWSKY***

84\_DRFIP\_Direction régionale des finances  
publiques d'Auvergne-Rhône-Alpes

69-2021-05-07-00004

DRFIP69\_cabinetdirecteur\_fermetureSDE\_2021\_  
05\_07\_063

Direction régionale des finances publiques  
Auvergne-Rhône-Alpes et département du Rhône

Service Départemental de l'Enregistrement du Rhône

**Arrêté relatif à la fermeture exceptionnelle au public du Service Départemental de l'Enregistrement du Rhône  
situé à la cité administrative de la Part-Dieu, 165 rue Garibaldi 69401 Lyon Cedex 03**

DRFIP69\_cabinet directeur\_fermetureSDE\_2021\_05\_07\_063

**Le Directeur régional des Finances publiques d'Auvergne-Rhône-Alpes et du département du Rhône**

Vu le décret n° 71-69 du 26 janvier 1971 relatif au régime d'ouverture au public des services extérieurs de l'État ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État, dans les régions et les départements ;

Vu le décret n° 2008-310 du 3 avril 2008 modifié relatif à la direction générale des finances publiques ;

Vu le décret n° 2009-208 du 20 février 2009 modifié relatif au statut particulier des administrateurs des finances publiques ;

Vu le décret n° 2009-707 du 16 juin 2009 modifié relatif aux services déconcentrés de la direction générale des finances publiques ;

Vu l'arrêté préfectoral du 10 juillet 2019 portant délégation de signature en matière d'ouverture et de fermeture des services déconcentrés de la direction régionale des finances publiques d'Auvergne-Rhône-Alpes et du département du Rhône ;

**ARRÊTE :**

**Article 1<sup>er</sup>**

Le service départemental de l'enregistrement sera fermé exceptionnellement au public le vendredi 14 mai 2021.

**Article 2**

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture et affiché dans les locaux du service visé à l'article 1<sup>er</sup>.

Fait à Lyon, le 07/05/2021

Par délégation du préfet,  
Le Directeur régional des Finances publiques  
Auvergne-Rhône-Alpes et du département du Rhône

Laurent de JEKHOWSKY